

L'UE en tant que bouclier protecteur de l'État-nation

Introduction

Avec mon titre, je fais allusion à un livre qui a été publié peu après la chute du mur de Berlin. Il a été écrit par l'historien économique Alan Milward et est intitulé *The European Rescue of the Nation State* (1992). Après presque trois décennies, je reviens à ses thèses car je crois que même si les dangers et les opportunités du projet européen ont changé, ils peuvent être plus clairement exposés et compris dans cette perspective à plus long terme. Contrairement à de nombreux autres "euro-sceptiques" (qui seraient souvent mieux décrits comme des euro-opposants), Milward ne voyait aucune contradiction entre les intérêts de l'État-nation et de l'UE. Sa thèse était plutôt que les pères fondateurs de l'UE avaient tous un intérêt marqué pour leur propre État-nation et ne voyaient donc pas l'UE comme une alternative à l'État-nation, mais comme un garant de sa légitimité renouvelée. "Pour la redynamiser, l'État-nation a dû renoncer à une partie de sa souveraineté et la transférer à l'UE". Cependant, seuls quelques idéologues ont considéré l'attachement à l'UE comme "un contre-mouvement intellectuel contre les États-nations européens". En tant qu'historien de l'économie, Milward était convaincu que "les véritables intérêts des États membres résident dans leur propre gain économique et dans d'autres avantages nationaux". Il considère que l'idée d'une Europe unie est beaucoup trop abstraite pour être politiquement efficace. D'autres concessions à leur souveraineté ne seraient faites par les États que "si leur survie est en jeu".

C'est dans ce contexte que j'aimerais aujourd'hui mesurer à nouveau la relation entre l'UE et les États-nations. Mes questions sont les suivantes :

Qu'est-ce que le projet européen aujourd'hui ?

Quels sont les dangers auxquels l'UE est actuellement confrontée ?

Quelles sont les nouvelles tâches qui attendent l'UE et comment la réaffirmer dans cette situation ?

Mes trois Europes

L'UE est un projet qui a maintenant 70 ans. Il n'a pas d'histoire linéaire derrière lui ; au contraire, l'association d'États a changé de forme plusieurs fois au cours de cette période en raison de l'évolution des situations et des contextes politiques mondiaux. De mon propre point de vue, je peux parler de trois Europe différentes dans lesquelles j'ai vécu et je vis encore. Ce n'est que lorsque je regarde en arrière que je me rends compte à quel point ils diffèrent les uns des autres.

La première Europe dans laquelle j'ai grandi a été, comme moi, créée après la Seconde Guerre mondiale. Elle a duré de 1945 à 1989, et dans cette Europe, on a beaucoup parlé de "l'Occident chrétien". À l'époque, cela ne signifiait pas grand-chose pour moi ; beaucoup plus tard, il m'est apparu clairement que cette formule en Allemagne avait surtout pour tâche d'évoquer la continuité historique et de cacher l'époque nazie. Je n'avais pas non plus de lien avec les véritables architectes de

cette Europe à l'époque. Je pensais que Robert Schuman(n) était un compositeur, et le nom de René Cassin, qui a préparé la Déclaration des droits de l'homme en 1948 et a reçu le prix Nobel de la paix en 1968, je ne l'ai repris que beaucoup plus tard.

La musique jouait pour moi ailleurs : tout ce qui était important se passait aux États-Unis ou en Angleterre : les mouvements de protestation des droits civils et de la jeunesse, les films, la musique pop et les Beatles. L'Europe faisait partie de l'Occident et je dois mon initiation intellectuelle et culturelle à l'Amérique. L'Est, en revanche, était enfermé parce que la guerre froide était en cours. Cette première Europe de la polarisation a été stabilisée par les idéologies opposées du capitalisme et du communisme. Mais il y avait aussi des parallèles entre les deux camps : les deux camps espéraient tout de l'avenir et étaient optimistes quant aux progrès technologiques, qui reposaient sur les voyages dans l'espace et qui ont conduit à l'alunissage. Le passé a été oublié encore et encore, c'était de l'autre côté de la lune.

La deuxième phase a suivi de 1989 à 2015. Je l'appelle l'Europe de la pluralisation. Avec la chute du mur de Berlin et l'érosion du socialisme d'État, le pouvoir intégrateur de la polarisation s'est épuisé. L'UE est devenue plus intéressante pour moi à mesure que l'Europe de l'Est se rapprochait. Aujourd'hui, à l'Ouest, on parle avec culpabilité de "l'élargissement à l'Est" ; pour moi, la fin de la guerre froide et ce qui a suivi a été un élargissement sans précédent des horizons. Un nouvel espace s'est ouvert entre les pôles. J'ai soudain pu franchir des frontières redoutées, rencontrer des gens et apprendre beaucoup plus.

Après quatre décennies d'oubli du passé, l'histoire de la première moitié du XXe siècle est également revenue en Europe, car l'horizon s'est élargi non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps. Les archives d'Europe de l'Est sont soudainement accessibles et une nouvelle recherche historique commence. Les survivants de l'Holocauste ont finalement trouvé une audience. En janvier 2000, une nouvelle politique historique transnationale a vu le jour, à commencer par la Suède et soutenue par les États-Unis et Israël, dans laquelle l'Allemagne unifiée a joué un rôle particulier. De nouveaux monuments, des musées et la reconstruction de sites commémoratifs ont suivi.

Entre "l'Ouest" et "l'Est", l'Europe a émergé à nouveau en 1989 comme une entité plurielle avec des perspectives politiques, des expériences historiques et des traumatismes différents. Elle est devenue polyphonique dans la mesure où elle s'est libérée de l'emprise de l'Ouest et de l'Est. C'est ainsi qu'est née une Europe qui s'est affirmée entre les puissances mondiales et a mis de nouveaux accents. Elle a poursuivi son cours occidental de maintien de la paix, de démocratisation et de prospérité économique, mais l'a complété par des références à l'histoire oubliée et supprimée, ainsi que par une prise de conscience croissante de l'environnement menacé.

La troisième Europe a commencé en 2015 et se poursuit. Elle a été déclenchée par la crise migratoire mondiale, dont les causes sont beaucoup plus anciennes, mais ce n'est qu'avec l'afflux de réfugiés qu'elle est entrée brusquement dans la conscience générale et a créé une coupure profonde. Dans cette phase de division, le pouvoir contraignant et intégrateur de l'UE diminue rapidement. L'Europe plurielle est partout mise à l'épreuve par des vents contraires nationalistes et des tonalités xénophobes agressives. Des fractures idéologiques s'ouvrent et des divisions se manifestent, non

plus entre les systèmes politiques, mais au sein des sociétés et des nations. L'image ennemie de la première Europe polaire était l'Est ou l'Ouest, l'image ennemie de la deuxième Europe plurielle était Hitler et Staline, la nouvelle image ennemie de la troisième Europe polémiquement divisée est le réfugié et l'étranger qui perturbe l'homogénéité de la société et menace l'unité de la nation.

Qu'est-ce qui unit les étoiles de l'Europe ? Le rêve européen

Pendant longtemps, l'UE a semblé aussi stable et durable que le symbole du cercle d'étoiles sur le drapeau bleu. C'était dans le passé. L'étoile britannique a fait ses adieux, les autres étoiles sont en rotation. Le symbole n'a pas de force contraignante propre. Cela rend d'autant plus urgente la question de savoir ce qui fait encore tenir les étoiles de l'Europe ensemble.

L'Europe est un sujet sans limites, mais dans l'éclair de l'horreur actuelle, le "projet" de l'UE s'est cristallisé de plus en plus clairement pour moi. Je l'ai appelé le "rêve européen", mais il est très tangible et très clair. Il ne contient que quatre leçons que les États membres ont tirées ensemble de leur histoire et dont ils ont un besoin urgent dans la crise actuelle.

Après 1945, la première et la plus importante leçon de l'histoire a été de vraiment mettre fin à la guerre cette fois-ci. Après la Première Guerre mondiale, cela n'a pas été le cas, ce qui s'est terminé sur le champ de bataille mais pas dans les esprits et les cœurs. Ce projet de paix a commencé avec les Français qui, après trois guerres d'agression, ont tendu la main aux Allemands pour la réconciliation.¹ Ils ont transformé les "épées", le charbon et l'acier, les principales matières premières de l'industrie de guerre, en "socs de charrue" en en faisant la base d'une communauté économique transnationale.² De cette façon, les ennemis mortels devenaient des voisins pacifiques et coopératifs en permanence. La deuxième leçon, le projet de liberté, n'était pas moins importante ; les anciennes dictatures ont été transformées en démocraties avec le soutien des Alliés.

Les deux leçons du maintien de la paix et de la démocratisation sont revenues en 1989 après la chute du mur et l'ouverture du rideau de fer. Mais deux autres leçons ont été ajoutées : une nouvelle culture autocritique du souvenir et l'actualisation des droits de l'homme.

Avec ces quatre leçons, donc ma thèse, un nouveau type de nation a été créé au fil des ans, qui n'a jamais existé auparavant dans l'histoire : je l'appelle la "nation civile", qui, en association avec d'autres nations civiles, place ses principes de l'État de droit sur une base commune et les fait ainsi l'objet d'une confirmation et d'une assurance

¹ La vieille dame française aurait dit au lieutenant allemand à la tête d'une compagnie qui s'installait à Paris en 1940 : "Monsieur, c'est la troisième fois que vous venez".

² "La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin des régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes." Extrait de la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950.

mutuelles. Je voudrais ici utiliser la Suisse comme modèle de cette alliance, car les quatre leçons de l'histoire témoignent également d'une Confédération. Il ne s'agit pas de "valeurs" floues et abstraites, mais de principes clairement identifiables et contraignants à trois niveaux :

- au niveau de l'État, une culture juridique de la démocratie avec séparation des pouvoirs et égalité des droits civils (Constitution),
- au niveau de la société, un engagement en faveur de la diversité, de la protection des minorités, un rejet de l'homogénéité ethnique (contrat social),
- et, au niveau de la nation, un concept de spécificité culturelle qui inclut explicitement le changement et la diversité historiques (identité culturelle).

Le rôle des nations dans l'UE

L'association historique particulière de l'UE a donné naissance à un nouveau type de nation civile aux trois niveaux de l'État, de la société et de la nation. La valeur de cet atout ne devient - comme c'est souvent le cas - réellement visible qu'au moment où nous risquons de le perdre à nouveau. Car dans la troisième Europe, le consensus sur ce qui a été établi dans la première Europe et ce qui a été acquis dans la deuxième a été brisé. Nous voyons chaque jour comment les principes démocratiques sont remis en question et niés - et ce à tous les niveaux : L'État de droit est démantelé dans de nombreux États par les monopoles des médias et les "réformes des tribunaux" qui obligent les juges à dépendre de la politique et des partis, le contrat social est trahi par les mouvements nationalistes qui se mobilisent contre les migrants et les étrangers, et la nation devient enfin victime des partis nationalistes qui fondent leurs récits historiques sur la fierté et l'honneur, excluent les étrangers et font désormais de l'UE elle-même leur ennemi.

C'est ce glissement vers la droite qui se produit actuellement dans de nombreux États membres de l'UE et qui conduit à la dénonciation ou à la trahison des principes de l'UE. Dans la même mesure où ces principes sont violés, les nations européennes montrent leurs visages différents, incivilisés et nationalistes. La question clé est la suivante : comment pouvons-nous faire quelque chose d'efficace pour contrer cette tendance ? De nombreux intellectuels pensent que la nation en elle-même a toujours été et est automatiquement un foyer de haine, d'agitation et de violence. Ils affirment que des nations comme l'Allemagne ont été traumatiquement hors de contrôle dans la première moitié du 20e siècle et que même à la fin du 20e siècle - pensez à des nations comme la Serbie ou le Rwanda - il y avait encore des exemples choquants de flambées de violence génocidaire causées par des idéologies nationalistes et ethniques. Pour cette raison, ils traitent la nation comme un mal fondamental et ne tracent donc pas de ligne conceptuelle entre la nation et le nationalisme.

Il existe actuellement deux stratégies pour ces intellectuels. L'une d'entre elles consiste à débarrasser l'UE de ce mal et donc à exiger systématiquement l'abolition des nations et une UE en tant que super-État de régions. Ce groupe comprend l'écrivain Robert Menasse et la politologue Ulrike Guérot. Les autres placent le concept de nation sous la suspicion générale et pensent qu'ils peuvent l'éliminer par la non-thématisation. Ils espèrent combattre le mal en rendant le concept tabou. La règle du discours dans les universités est que ceux qui parlent de nation sont

coupables de l'hérésie du "nationalisme méthodologique". Ces théoriciens bien intentionnés partent du principe que dans le contexte d'une histoire de modernisation et de mondialisation, les nations se dissoudront tôt ou tard et aboutiront à une société mondiale cosmopolite. Il est donc nécessaire de se passer de la nation et de s'appuyer sur les connexions transnationales. Dans cette optique, les identités nationales et culturelles sont considérées comme un reste atavique qui a été historiquement surmonté et qui n'est plus contemporain.

Il ne fait aucun doute que la situation actuelle est marquée par une menace particulière. Non seulement en Europe, mais partout dans le monde, les nations redeviennent nationalistes, violentes et brutales, et il est loin d'être clair comment les ramener dans une constitution civile. Dans cette situation, la confrontation existante entre les défenseurs de la nation de droite et les cosmopolites ou universalistes de gauche qui rejettent la nation s'avère très problématique. En effet, il est à craindre qu'un côté bascule inévitablement vers l'autre. Pendant ce temps, une alliance impie mais néanmoins solide a vu le jour dans l'UE, qui s'organise effectivement au niveau transnational afin d'alimenter le vieux nationalisme avec de nouveaux moyens, méthodes et arguments. Ils sont confrontés à ces théoriciens qui ne veulent pas avoir l'impression de contribuer eux-mêmes au renforcement de ces tendances alarmantes en niant la nation.

Ces penseurs négligent une chose très importante, qui est en fait évidente pour des personnes impartiales : il existe aussi des nations civiles qui, comme en Angleterre, en France, aux États-Unis ou au Canada, ont produit des États démocratiques engagés dans l'État de droit et les droits de l'homme. L'UE s'inscrit dans cette tradition. La particularité de cette communauté d'États est précisément qu'elle protège ses nations contre un nationalisme dangereux par le biais d'un "serment du Grütli" spécial.

L'UE en tant que Confédération

Lorsque je parle de l'UE "en tant que bouclier protecteur de l'État-nation", je pense à ce pacte, qui soutient les nations de la confédération européenne à trois niveaux : celui de l'État, celui de la société et celui de la nation. Dans les années 1990, la formule de l'UE était : l'unité dans la diversité. C'est pourquoi j'appelle ma deuxième Europe l'Europe de la pluralité. La diversité des langues et des cultures nationales, qui s'appliquait déjà à la première Europe, a énormément augmenté avec l'inclusion de nations postcommunistes ayant des histoires et des expériences très différentes. L'UE était attrayante pour eux non seulement en tant que nouvel espace économique, mais aussi parce qu'au sein de l'UE, les histoires et cultures nationales supprimées pendant l'ère communiste pouvaient enfin être vécues et exposées symboliquement. Alors que l'UE devait encore faire face à l'intégration de cette diversité, la crise des migrations a créé une nouvelle constellation qui a poussé le développement dans la direction opposée. Les États qui étaient en train de se reconstituer en tant que "nations civiles" au sein de l'UE ont maintenant changé de voie pour devenir des "nations nationalistes".

L'impuissance, voire la perplexité, avec laquelle les intellectuels sont actuellement confrontés à cette situation est un problème croissant pour moi. C'est pourquoi, compte tenu de l'alternative forcée existante et de plus en plus dangereuse entre le

nationalisme d'une part et le cosmopolitisme d'autre part, je voudrais demander que de l'espace soit libéré entre les deux pôles pour une autre position. Car la nation, je tiens à le souligner ici, a deux visages. Ce n'est pas seulement un monstre, un spectre qui tôt ou tard montrera partout son visage laid et brutal. C'est aussi une normalité. Tous les habitants de la terre vivent désormais au sein de nations, car il n'existe pas encore d'alternative pratique. Il est important de noter qu'il existe différents exemples de nations. Après 2000, par exemple, d'anciens empires comme la Russie et la Chine ont adopté le modèle de la nation, ce qui n'a nullement rendu ces pays plus libres et plus pluriels, bien au contraire. La nation peut donc s'associer à toutes les formes de gouvernement imaginables, des dictatures fascistes et des États autocratiques aux empires et démocraties de gauche. Il convient donc de briser l'équation entre nation et nationalisme et de penser la nation de manière cohérente dans deux directions : d'une part, comme une nation ethniquement homogène, qui évolue vers le nationalisme, et d'autre part, comme une nation pluraliste qui refuse explicitement d'accepter cette évolution en déclarant l'ouverture de la société comme son principe et en reconnaissant l'égalité de tous les citoyens d'origines différentes.

L'unité dans la diversité

Au sein de l'UE, un double programme s'applique : alors que les principes de l'État de droit sont réunis et fixés dans un engagement commun, les différentes nations conservent une grande liberté dans la formation de leur image culturelle et historique. Dans les années 1990, la formule était "l'unité dans la diversité". Cette formule est devenue monotone car elle était considérée comme allant de soi, n'était pas sous tension et n'était pas encore à disposition de la pression des contre-lois adverses. Aujourd'hui, elle reprend de l'importance parce que nous ne la comprenons plus comme une description d'un fait incontestable, mais comme l'expression de la spécificité historique et peut-être aussi de la singularité de l'UE. Elle exprime ce qui distingue l'UE d'autres grandes régions comme les États-Unis ou le Canada, à savoir sa constitution irrévocablement plurielle en tant qu'union de nations autonomes ayant des langues et des traditions, des histoires et des paysages différents. Autonome ne signifie pas "souverain", car le pouvoir d'agir en politique a été communautarisé. Autonome, cependant, fait référence au libre développement culturel et à l'autodéfinition des États au-delà des directives uniformément normatives. En tant qu'unité dans la diversité, la structure pluraliste de l'UE ne peut donc pas être réduite à un récit uniforme et généralement accepté. C'est pourquoi je propose de remplacer le récit européen manquant par quatre "leçons d'histoire" contraignantes et de les reconnaître comme les principes communs généralement acceptés. Cette unité de principes démocratiques unificateurs va de pair avec l'hétérogénéité manifeste des nations de l'UE, qui, avec la meilleure volonté du monde, ne peut être réduite à un dénominateur commun. Cela a été démontré notamment par la longue préparation de la Maison de l'histoire européenne, où il n'y a pas de récit européen, mais où l'on peut apprendre beaucoup sur les liens et les tensions culturels, les parallèles et les contrastes à un niveau transnational constant.

L'"unité dans la diversité" linguistique, historique et culturelle fait tout autant partie de l'ADN de l'UE que les quatre leçons d'histoire que j'ai proposées et que j'ai résumées sous le terme de "rêve européen". Ils constituent la base commune de la différence et de la diversité irréductibles des nations qui caractérisent l'UE.

Nations civiles et non civiles

Je plaide en faveur d'une distinction entre les nations civiles et non civiles. Le concept de nation nationaliste est basé sur une identité essentialiste homogène et immuable, à l'exclusion des "étrangers", et sur un patriotisme qui mobilise la fierté, l'honneur, le sacrifice et le militantisme. Alors que la nation non civilisée se constitue elle-même dans la différence, la défense et l'exclusion d'un autre diabolique, la nation civile se constitue elle-même dans la distinction par rapport aux autres et avec eux. La distinction implique des rapports mutuels et des échanges productifs. Les cultures ne sont pas plus uniformes et autonomes que les langues. Bien qu'elles soient irrévocablement différentes, elles ne semblent pas être absolument divisantes, car il y a multilinguisme et traduction, ainsi qu'emprunts, mélanges et chevauchements linguistiques. Par l'échange, la diversité et le changement temporel, l'identité nationale de la nation civile est soumise à un changement permanent. En ce sens, les frontières de l'Europe agissent comme des zones de contact culturel de communication et de traduction, qui renforcent les muscles de l'Europe.

Cela s'applique également aux frontières extérieures de l'Europe, qui ont été mises sous pression dans la troisième Europe des migrations. L'admission des migrants devrait être basée sur des critères communs, dans lesquels les aspects politiques, sociaux et humanitaires jouent un rôle. La diversité de l'UE va considérablement s'accroître, et cette fois non pas entre les États membres mais au sein de ceux-ci, ce qui ouvrira l'image de soi nationale comme cadre pour les nouvelles expériences et perspectives des migrants. L'identité culturelle de la nation sera ainsi modifiée, enrichie et remise en question de manière critique sans pour autant la dissoudre.

Conclusion

L'UE se trouve actuellement à un tournant où nous ne pouvons pas encore dire avec certitude où le voyage nous mènera. Ce qui est certain, cependant, c'est que tout ce qui a été construit et développé dans l'UE depuis plus de 70 ans est actuellement en jeu. La décision de savoir si l'UE restera une fédération de nations civiles qui a tiré les leçons de son histoire violente et en tirera des orientations pour son avenir, ou si elle se transformera en une Europe forteresse qui résiste aux effets auto-infligés de la mondialisation et se cache dans des visions nostalgiques d'unité et de pureté nationales, est encore ouverte.

Dans ce cas précis, l'UE pourrait une fois de plus se révéler être "un bouclier protecteur de l'État-nation" si elle fonde son association non seulement sur la promesse d'un succès économique mais aussi sur le "rêve européen". En tant que telle, l'UE pourrait établir une barrière claire contre la nationalisation progressive des États-nations.